

" Aujourd'hui, les trois vastes nefs étaient insuffisantes pour contenir les flots pressés de fidèles qu'y appelait le sacre de deux Evêques.

" L'éminent Cardinal que la Providence a destiné à de si grandes choses avait, deux jours auparavant, à Manchester, consacré deux des nouveaux évêques nommés par le Saint-Siège. Aujourd'hui, deux autres venaient recevoir des mains de l'auguste prélat cette consécration qui complète l'épiscopat de l'Angleterre et préside aux catholiques de ce pays une ère nouvelle et glorieuse !

" Au milieu du plus religieux silence de l'immense auditoire, un clergé nombreux s'avance vers l'autel : aux cinq prélats consécrateurs s'est joint un autre évêque, qui rehausse encore par sa présence l'auguste cérémonie. Les magnifiques prières de la consécration d'un évêque sont dans toutes les mains ; chacun les suit avec un recueillement dont on ne pouvait manquer d'être profondément frappé.

" A nos côtés se trouvaient des protestants, immobiles, suivant des yeux, dans tous leurs détails et dans le livre d'une personne voisine, les cérémonies et les prières de notre admirable liturgie. Je les ai vus émus ; je les ai entendus exprimer leur étonnement. Ce jour aura été pour plusieurs l'aurore d'une conversion.

" C'est surtout lorsque, revêtus des insignes de la plénitude du sacerdoce, les nouveaux prélats, assistés chacun de leurs deux consécrateurs, parcouraient toutes les parties de l'église, prodiguant les bénédictions à l'immense auditoire, que la cérémonie a offert un spectacle attendrissant ; de douces larmes ont coulé de bien des yeux ; beaucoup de cœurs ont été profondément émus ; sans doute Dieu aura suscité bien des apôtres dans cette foule compacte, respectueusement prosternée sur les pas de ses pasteurs.

" L'auguste Cardinal devait éprouver en ce moment une bien douce joie, au milieu des fatigues d'un apostolat qui promet tant et de si grandes choses. J'ai déjà jouti du bonheur de l'entretenir assez longtemps. Je ne quitterai pas cette ville sans me procurer encore la même et si douce satisfaction. Les catholiques affluent dans son salon ; beaucoup de protestants y viennent aussi ; et partout il recueille des marques de respect qui ne se démentent pas. On avait répandu le bruit à Paris que Son Eminence avait été insultée à l'Exposition ; il n'en est rien ; elle l'a visitée, et partout elle n'a recueilli que des hommages ou a été l'objet d'une curiosité facile à comprendre, mais qui n'a pas un seul instant perdu ce caractère.

" Laissez-moi vous citer, en finissant, quelques vers écrits par un jeune élève de l'un de nos lycées de Paris, qui caractérisent trop bien ce que j'ai vu ici pour ne pas servir de post-scriptum à cette lettre :

L'erreur fut : par nos mains le Pape replacé,
A donné le signal, et l'œuvre a commencé.
Chez une nation en proie à l'hérésie
Et dans sa folle erreur par le temps endurcie,
L'Apôtre catholique a repris ses droits.
Un prélat courageux, qui que fassent les lois,
Et d'un peuple insensé l'outrage et la colère,
Malgré tous ses efforts sauvera l'Angleterre.

MELANGES RELIGIEUX.

MONTREAL, MARDI 26 AOUT, 1851.

Première Page :—Double Protestation contre le Bill des Titres Ecclesiastiques.—ANGLETERRE : Correspondance.
Feuilleton :—ERREUR JUDICIAIRE :—Affaire de la fille Salmon—(Suite).

Cloture du Concile Provincial.

Hier, eut lieu à Québec la troisième et dernière Session du premier concile provincial, avec un éclat et une solennité dont jusqu'ici on n'a pas été présent ne saurait

se faire une juste idée. Une foule compacte remplissait les nefs de l'église métropolitaine ; plus de deux cents Ecclésiastiques entouraient leur Vénérable Archevêque et les autres Pères du Concile. Ce fut Mgr. l'Evêque de Montréal qui fit le sermon de circonstance. Son discours, simple et persuasif, roula sur la respectueuse déférence et l'obéissance que les diverses Eglises de la Province Ecclésiastique doivent constamment manifester à l'égard de leur Eglise-Mère et du vénéré pontife qui la gouverne avec tant de vertu et de talents. Sa Grandeur développa aussi très-heureusement ce que le cérémonial d'un Concile renferme de hauts enseignements ; elle adressa de chaleureuses félicitations à la ville de Québec, berceau de la foi des Canadiens, terre classique des plus glorieux souvenirs de vertu, de dévouement et de piété ; etc., etc.

Après le sermon, vint la proclamation des décrets formulés par les Pères du Concile depuis sa Seconde Session, les autres ayant été proclamés dans les Sessions précédentes. Tous ces décrets n'auront de force et ne seront livrés à la publicité qu'après avoir reçu l'approbation du Saint-Siège Apostolique. Aussitôt après la cérémonie de clôture, Mgr. l'Archevêque informa les Prêtres, réunis au nombre de deux cents au Séminaire, que Mgr. J. C. Prince, Evêque de Martyropolis et Co-adjuteur de Mgr. de Montréal, avait été choisi d'un concert unanime, pour aller immédiatement porter aux pieds du Saint-Père ces décrets et tous les travaux du Concile, et en solliciter l'approbation. Il nous est impossible aujourd'hui d'entrer dans de plus amples détails à ce sujet.

Ce matin, NN. SS. les Evêques Bourgel, Guignes, Phélan et De Charbonnel, arrivés de Québec, sur le Jacques Cartier, Capitaine Côté. Ils étaient accompagnés d'environ 80 prêtres de Montréal, Kingston et de Bytown. Ces Messieurs étaient descendus à Québec vendredi dernier afin de prendre part à la pompeuse cérémonie de la clôture du concile provincial. Ils furent les objets d'attentions si délicates de la part du Capitaine du vapeur, qu'ils crurent devoir acquiescer envers lui une juste dette de reconnaissance, en l'en remerciant publiquement avant de laisser le bord.

Tenure Seigneuriale.

L'éloge et le blâme ont été tour-à-tour décernés au projet de loi (qui ne deviendra peut-être pas loi, cette session), par lequel M. Drummond, venant au secours du *seigneur* contre le *seigneur*, veut alléger le fardeau du premier et limiter à des proportions seules équitables les privilèges du second. Pouvait-il en être différemment, et y a-t-il une combinaison qui puisse régler ce litige important entre le tenancier et son seigneur dans le Bas-Canada, sans provoquer les réclamations de l'un ou de l'autre ? Ce terme moyen n'a pas été trouvé ; il est et il doit être le maud gorgien de tout différend qu'il faut ajuster selon des considérations de justice et non trancher en obéissance à des prescriptions formelles de la loi. Les rapports que nous avons publiés des dernières séances législatives ont fait voir quelle persévérance d'efforts a déployée M. Guyl dans l'assemblée pour épargner, du moins à cette session, aux seigneurs que cela regarde, cette première brèche faite à quelques-uns de leurs privilèges. D'un autre côté, le bill de M. Drummond a obtenu des adhésions de la part de plusieurs propriétaires de seigneuries dans le Bas-Canada, au-dedans aussi bien qu'en dehors de l'enceinte législative. Par exemple, M. John Fraser de St. Marc se prononce publiquement (dans la *Minerve*, croyons-nous), en faveur de la mesure et même de "l'abolition complète du système féodal" qui lui paraît être "un grand obstacle à la prospérité du pays." Au sein même de l'Assemblée, le représentant du comté de Portneuf, M. Duchesnay, vote "contrairement à ses intérêts personnels et ceux de la classe des seigneurs à laquelle il appartient, mais d'une manière conforme, dit-il, aux engagements qu'il a pris envers

ses commettants, et plutôt dans le sens de l'opinion du peuple du comté qu'il représente, que selon ses sentiments et ses intérêts individuels. Des dispositions aussi libérales, il faut le dire, sont bien dignes de ceux qui veulent sincèrement utiliser pour le peuple le mandat honorable qu'ils en ont reçu. Nous nous empresserons de donner un résumé fidèle du projet de loi dont il s'agit dès qu'il sera revêtu de la sanction des trois branches de la législature, s'il doit arriver complètement au succès. Mais le discours qu'a prononcé M. Drummond à l'appui de son adoption, dans l'Assemblée, mérite assurément d'être reproduit et médité du lecteur. Cette considération nous a fait un devoir de le traduire en entier pour l'insérer en deux parties, dont ce qui suit est la première.

Discours de l'honorable L. T. Drummond.

Cette mesure a pour but de modifier la Tenure Seigneuriale dans le Bas-Canada, — cette tenure dont on se plaint depuis un demi-siècle ; qui englobe la presque totalité des terres sur de grandes portions du pays ; qui entrave les progrès et arrête la colonisation. C'est à tout cela que la législature doit apporter un remède. La source de ces abus est un système qui, inconnu en Angleterre et dans le Haut-Canada, a été, sous l'ancien régime, transplanté de France dans le Bas-Canada, et a continué d'y exister depuis cette époque. Afin de comprendre la position des possesseurs de terres en route dans le Bas-Canada, il est nécessaire de jeter un coup-d'œil rétrospectif sur la loi seigneuriale de France. Le système féodal français, lors de la création du conseil supérieur pour le Canada, — et longtemps avant que la Nouvelle-France fût colonisée, — avait déjà presque entièrement perdu ce qu'il avait de nuisible. L'origine en remontait au moyen-âge où le chef guerrier favorisé de la victoire, partageait à ses combattants les terres des royaumes conquis. Ceux-ci, devenus vassaux, occupaient les terres aux conditions qu'il dictait arbitrairement, et ces conditions étaient souvent avilissantes et pour les vassaux et pour leur chef. Elles étaient toujours plus onéreuses en France qu'en Angleterre, parce que, dans cette dernière contrée, la couronne exerçait toujours un contrôle en qualité de Suzeraine envers laquelle le chef était tenu d'abord au serment de fidélité avant de pouvoir en exiger un semblable de ses vassaux. En France, c'était un procédé différent : là, le serment du vassal envers le seigneur précédait celui du seigneur envers le roi. C'est à cet état de choses qu'est due la détermination prise par les rois de France, dans leur propre intérêt, d'abattre les nobles orgueilleux, et de s'interposer entre le seigneur et le vassal jusqu'à ce qu'enfin la loi eût bien défini les droits de l'un et de l'autre. A l'époque où la Nouvelle-France fut octroyée à une compagnie de ce nom, il y avait longtemps que le seigneur était dépouillé du droit insolent de s'emparer du lit nuptial de ses vassaux, et de les contraindre la nuit, à battre un étang pour empêcher le croassement des grenouilles de troubler son sommeil. Quelques maux que cette législation ait produits, il n'est pas juste de reprocher au peuple du Bas-Canada une soumission dégradante à la loi qui prévalait au temps où la féodalité était dans toute sa force. Depuis de son introduction dans le Bas-Canada, ce système avait été modifié par une succession de rois, comprimé par le génie subtil de Richelieu, et annihilé par Louis XIV. Tel qu'on l'a implanté en Canada, il était peut-être mieux adapté que tout autre système à la colonisation d'un pays nouveau ; des lois de la meilleure portée en réglaient l'application, et conféraient des droits certains à tout homme sur chaque arpent de terre dans toute la colonie ; chacun pouvait réclamer telle portion de terre qu'il voulait, sans payer de suite un sol au seigneur. Ainsi, le seigneur possédait la terre, non par lui-même, mais pour ceux qui la représentaient à l'ex-presso condition d'opérer le défrichement. Il faut ici se souvenir que tout le système fut réglementé par les lois du vicomte de Paris, dans le ressort duquel la féodalité ne s'était jamais produite sous le pire aspect parce que les vassaux étaient autour du trône et immédiatement placés sous son égide protecteur contre les empiétements des seigneurs. La loi seigneuriale n'exerçait donc pas une aussi grande et vicieuse que dans les autres contrées, celui de la Bretagne, par exemple. C'était donc sous le régime du système féodal modifié par des ordonnances royales, restreint en outre par la coutume de Paris, puis modifié et rendu plus paternel par des édits et des décrets spécialement applicables à la colonie, que le Bas-Canada devait être gouverné. Je dis que cet ordre de choses y produisit d'abord les meilleurs résultats. Et certes, si, à d'autres égards, on y eût jouti d'une entière liberté, aucun pays n'aurait pu être colonisé plus rapidement. Rappelez-vous, par exemple, que dix-huit années seulement après la conquête, on trouva que la population avait doublé de 65 mille, elle s'était élevée à 120 mille âmes ; car on ne voit pas en tout lieu qu'un homme puisse aller se choisir un lot de terre pour s'y établir, et demander au seigneur un titre que le seigneur ne peut lui refuser.

J'en viens maintenant à cette proposition : — Que les conditions auxquelles ce titre devait être accordé étaient bien exactement définies ; qu'aucun doute ne saurait exister à cet égard ; que ces conditions ont été prescrites par des décrets royaux, sanctionnés par des jugements de la cour supérieure, et par des opinions formulées après la conquête pour servir à diriger lord Dochester par rapport à la tenure territoriale ; de sorte qu'il y a à la fois l'unanimité et accord évident et facile sur les inférences à tirer de ces conditions, qui, à cet égard, se distinguent de toute autre partie de la législation. La première condition de la tenure était que le seigneur devait non-seulement concéder à titre de redevance, — pour une faible redevance annuelle, — mais encore s'efforcer d'obtenir des défricheurs pour ses terres ; et toujours était-il clairement entendu, s'il n'était pas toujours spécialement expliqué dans ses titres, que si, après un certain temps, il n'avait pas mis sa seigneurie en défiche, elle devait retourner au do-

maine par droit de confiscation. Il suit de là que si le seigneur était tenu de concéder, il ne pouvait fixer arbitrairement la redevance. Ces deux conditions s'excluaient l'une l'autre. Si vous prétendez qu'il pouvait exiger telle redevance qu'il voulait, vous devez dire qu'il pouvait garder ses terres. Cependant la loi est positive, et le doit, équitablement et positivement limité. Si vous rétorquez à la coutume, vous verrez qu'en France il existait un faible cens, que l'on stipulait simplement comme reconnaissance de la concession obtenue, et que certaines redevances avaient été établies, plus peut-être par suite de la coutume que par la loi. Vous constaterez alors que Louis XIV, qui s'efforça tant de coloniser ce pays, qui fut l'auteur de si admirables théories auxquelles il ne fallait que des hommes capables de les mettre en pratique, — fit émaner un arrêt de Marly, à la date du 6 juin 1711, par lequel, faisant allusion aux seigneuries accordées à des personnes qui n'avaient tenté aucun effort pour les défricher, il permettait à ce que les seigneurs, en Canada, fussent tenus de concéder leurs terres aux taux alors en usage. Voici les termes de l'édit :

" Sa Majesté ordonne que, dans une année de la date de la publication du présent arrêt, les habitants de la Nouvelle-France auxquels Sa Majesté a accordé des terres en seigneuries, et qui n'ont pas défriché leurs terres, ni établi des colons, soient tenus de mettre leurs terres en état de culture et d'y établir des colons, à défaut de quoi, elles seront réunies aux domaines de Sa Majesté par la diligence du procureur-général et conseil spécial de Québec, et selon les ordonnances faites par le gouverneur, et intendants de Sa Majesté dans le dit pays. Elle ordonne aussi que tous les seigneurs concèdent aux habitants les terres qu'ils pourront demander dans leurs seigneuries pour un cens, sans exiger d'eux aucune somme d'argent par raison de la dite concession, à défaut de quoi Sa Majesté permet aux dits habitants de demander les dites terres par sommation, et, en cas de refus, de procéder devant le gouverneur, leur gouverneur, intendants du pays, à qui il ordonne de concéder aux dits habitants les terres demandées dans les dites seigneuries, aux mêmes taux qu'il impose sur les autres terres concédées dans les dites seigneuries.

J'appelle l'attention des messieurs du Haut-Canada qui désirent se mettre au fait de la question, sans se préjuger, sur ces termes de l'arrêt, et lui dirai en même temps que cet arrêt est l'œuvre de la seule autorité légitime du jour, toute autorité semblable étant alors laissée au roi de France. Si donc cela n'est pas loi, nous sommes réduits à soutenir qu'alors il n'y avait pas de lois dans le pays.

Il y a la une disposition fort claire relativement à la concession des terres en Canada, à certains taux, — le taux ordinaire. Je sais qu'on a toumoigné des doutes par rapport au mot "dites" se rapportant aux seigneuries dans ce document : quelques-uns l'interprétant comme restreignant l'arrêt dans l'application, à certaines seigneuries seulement, d'autres pensent qu'il s'applique à toutes, et je le crois aussi, car le Roi parlait de tous les Seigneurs, et il pouvait ici à ce que toutes les terres soient concédées aux taux ordinaires. Mais que cela s'applique à quelques seigneurs, ou bien à la généralité, la conséquence en est toujours la même, parce qu'on ne peut pas démontrer clairement que dans le temps il y eut des redevances excédant deux sous par arpent en superficie. La difficulté est venue de ce que le montant précis de la redevance n'a pas été indiqué dans le décret, mais il ne peut y avoir de doute sur ce qu'était cette redevance. Il serait, à la vérité, difficile de démontrer quelle redevance était imposée dans quelques cas particuliers ; mais il est aisé de voir que nulle redevance n'excédait une somme déterminée. Le Seigneur, quel que fût son titre, était tenu de concéder moyennant une redevance annuelle et minime, à celui qui demandait un terrain. Le décret exigeait encore davantage ; il statuait qu'au cas de refus de concéder de la part du seigneur, il pût y être contraint par une cour établie à cette fin et composée du Gouverneur et de l'intendant. Ces officiers eux-mêmes concédant la terre si le seigneur le refusait sans juste cause, et cette concession n'était plus au nom du seigneur, mais au profit de la Couronne. On pourrait maintenant demander pourquoi cette loi n'a pas été mise en vigueur ? Voici la réponse à cette objection. Par le premier Acte de Judicature du pays, après la conquête, le Banc du Roi était investi de toutes les attributions qui antérieurement étaient dévolues à l'intendant ; mais les dispositions de l'Acte ne devaient être exécutées que par le Gouverneur et l'intendant, qui avaient juridiction concurrente, constituant une sorte d'autorité législative à laquelle les cours de justice pouvaient donner effet. C'était là du moins l'opinion de ces Cours, et je pense qu'elle était peut-être erronée. Elles se refusèrent à exercer le pouvoir concurrent des deux offices, alléguant qu'elles n'avaient d'autres pouvoirs que ceux de l'intendant. Sans doute, il est étrange que durant un demi-siècle, la Législature n'ait pas remédié à cela, et les Messieurs du Haut-Canada doivent être étonnés d'une pareille négligence dans un pays doté d'institutions représentatives ; mais, M. l'Orateur, je n'ai pas besoin de vous dire que de grands efforts ont été faits dans l'Assemblée du Bas-Canada, pour obliger les Cours de justice à exercer un tel pouvoir....

IMPUDENTE MANŒUVRE. — Un Anglais du nom de Charles Butler, de la rue Strand, No 17, Londres, (Angleterre), a fait parvenir le 22 juillet à la Chambre des Lords, par l'entremise du Duc d'Argyle, ainsi qu'à la Chambre des Communes par celle de l'hon. W. E. Gladstone, une pétition dans l'unique but d'enlever quelque cinq cents mille bandits et vagabonds dans les colonies de l'Amérique du Nord, aux frais du gouvernement impérial, pour parfaire les travaux de la grande voie ferrée d'Halifax à Hamilton. Cet habile aviseur déclare dans le document dont nous venons de parler qu'il a le plus grand désir d'augmenter la

gloire puissance et la de son pays, et qu'à l'égard des provinces anglaises, nul doute qu'elles ne souscrivent sans hésiter à ce magnifique projet, et qu'elles ne fussent le meilleur accueil à cette légion de mauvais sujets qu'il leur destine. La raison qu'en donne M. Butler, c'est qu'il a dernièrement traversé ces provinces. C'est concluant.

La pétition dont il s'agit expose en effet que dans la Grande-Bretagne, il y a présentement cinq cents mille individus que les prisons ont revomés et dont cent mille continuent d'exploiter la même industrie qu'ils exerçaient avant d'y avoir séjourné ; ce qui inspire à M. Charles Butler le charitable dessein d'en délivrer les trois royaumes pour en repeupler le Canada. C'est une grande pensée économique ou celle de *reciprocité* n'entre assurément pour rien.

M. Butler veut apprendre à la Législature Impériale qu'il en coûterait moins d'envoyer ces repris libérés dans les colonies d'Amérique que dans celles de la Nouvelle-Galles, pour l'avantage de ce chaud partisan du bien être de l'Amérique anglaise, il conviendrait de lui représenter que le coût de passage pour un immigré honnête et bien constitué ne serait nullement plus élevé que pour l'un des garnements dont il veut déter la province.

La réception que feraient les habitants de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et ceux du Canada à ces nouveaux déportés des Trois-Royaumes, ressemblerait fort peut-être à l'accueil que firent l'an dernier, croyons-nous, les colons du Cap de Bonne-Espérance aux surnuméraires que l'Angleterre envoyait infester cette autre possession lointaine.

On lit dans le *Canadien* de mercredi :

" UNE FAUSSE RUMEUR ! — Il était bruit hier dans cette ville que le choléra y avait fait son apparition, et qu'il était mort plusieurs personnes de cette maladie. Le bureau de santé, vivement ému de cette nouvelle, s'est aussitôt assemblé, et après être allé aux informations nécessaires, il s'est assuré que jamais l'état sanitaire de Québec n'a été meilleur, et que les précautions prises de choléra (*asiatique*, disaient-ils) n'étaient que des maladies ordinaires parmi nous, à cette saison de l'année.

" Il existe de par le monde certaines gens qui courent de place en place, ramassant toutes les nouvelles, les commentant à leur manière, en ayant soin de se donner comme de bonnes autorités, et qui peuvent en quelques heures répandre une fausse alarme d'une extrémité de la ville à l'autre ; race de commères qui devrait être mise sous la garde de la police, et que nous signalons à tous les hommes de bon sens qui doivent les fuir comme des pestiférés."

Le conseil de ville a adopté avant hier une résolution autorisant le maire à faire connaître au Gouverneur-Général par une députation expresse son ardent, "le désir du Conseil que Son Excellence veuille bien se diriger par Montréal en se rendant à Boston pour la célébration de la Fête qui doit y avoir lieu le 17 du mois prochain, afin que le Maire et les membres de la corporation de Montréal puissent avoir l'honneur de l'accompagner dans cette excursion."

PROMPT TRAJET. — Le vapeur *John Muan* arriva mercredi de Québec à 4 1/2 heures du matin, par conséquent assez tôt pour établir sa communication avec la ligne du Lac Champlain ; ainsi, les passagers qui avaient quitté Québec le veille à 5 heures, ont pu arriver à New-York en 3 1/2 heures, et à Boston en 2 1/2 heures.

Un Américain en promenade à Montréal, s'étant mis indirectement en rapport avec deux personnes étrangères notées depuis longtemps par la police, éda avant-hier aux instances qu'elles lui firent pour le déterminer à faire avec elles une promenade à la Montagne. Il parait qu'arrivés au but de leur excursion, elles profitèrent de la solitude du lieu pour arracher au voyageur une somme de £35

fille Salmon ; c'est une espèce de poussière mêlée avec des miettes de pain, et qui pourrait bien être de l'arsenic.

" Le juge reçoit la poussière, la soumet au bout de certain temps à l'examen des chimistes, qui décident que c'est de l'arsenic.

" On demande si, en pareil cas, il est raisonnable de déclarer l'accusée convaincue d'avoir été saisie d'arsenic ?

" Toutes les voix du monde s'élèveront pour répondre que non.

" 1° Parce que le témoin a eu tout le loisir et toute la facilité possible d'altérer une matière innocente, en y mêlant une substance étrangère.

" 2° Parce que le délai même qu'il a mis entre sa découverte et la représentation qu'il en a faite dépose contre sa bonne foi, car, en pareil cas, un honnête homme ne se permet pas de retenir des objets aussi importants.

" 3° Parce que, ayant remis à un tiers la chose trouvée, le témoin, redevenu dépositaire de cette chose, ne peut plus assurer qu'il remet à la justice ce dont il s'était d'abord emparé.

" Mais, si ce témoin présente de l'autre main un second paquet de poussière, qu'il n'a pas trouvée lui-même, qu'il dit seulement avoir été trouvée par une femme qui lui a dit l'avoir trouvée autour de l'accusée, celui-ci sera-t-il réputé avoir été effectivement saisi de cette poussière ?

" Encore bien moins, puisque l'incertitude augmente en raison des intermédiaires.

" Enfin, si un commissaire de police, qui

joint à cet état celui de *recruteur*, vient remettre au greffe, à une époque incertaine, un petit paquet rempli d'une certaine substance, qu'il déclare avoir trouvée dans une des poches de l'accusée à l'époque de son empoisonnement, la conviction sera-t-elle mieux établie ?

" Non, sans doute ; sur-tout lorsqu'il est constant que ce prétendu paquet, déposé au greffe, ne s'est pas trouvé, au moment de la vérification, dans le même état énoncé au procès-verbal (preuve certaine qu'il avait été ouvert et altéré) ; et lorsqu'il est évident pour tous les bons esprits qu'il ne devait plus y avoir d'arsenic dans cette poche, puisqu'elle avait été retournée et secouée une heure auparavant par le sieur Hébert, qui n'y avait rien laissé.

" Aussi les juges de Caen sentirent-ils la nécessité d'établir une liaison plus satisfaisante entre les paquets en question, et l'arsenic de la soupe et de la bouillie.

" Et, pour y arriver, ils avancèrent que l'arsenic de ces paquets s'était trouvé *parfaitement semblable* à l'arsenic de la soupe et de la bouillie.

" Assurément, après une pareille assertion, il n'y a personne qui ne doive croire :

" 1°. Que tous les convives ont trouvé de l'arsenic dans leur soupe ;

" 2°. Que cette arsenic a été confronté avec celui des paquets ;

" 3°. Qu'examen fait de l'un et de l'autre arsenic, ils ont été reconnus de même nature et parfaitement semblables ;

" 4°. Qu'il en a été de même de l'arsenic trouvé dans le cadavre du sieur de Beaulieu.

" Point de milieu, point d'alternative : il faut, ou que tous ces points soient *vrais et prouvés* au procès, ou que la sentence de Caen présente l'exemple scandaleux de *suppositions* répréhensibles.

" Or, il est faux qu'il soit établi au procès que tous les convives aient trouvé de l'arsenic dans leur soupe.

" Il est même faux qu'aucun d'eux en ait trouvé. Le jeune Duparc se plaignait bien de quelque chose de dur qui craquait sous ses dents ; ce qui pouvait être quelque particule de sel mal dissoute, ou quelque gravier des feuilles de choux ; mais il n'est établi nulle part que ce résidu se soit trouvé de l'arsenic.

" Enfin il est également faux qu'on ait fait aucune recherche pour reconnaître l'analogie de cette substance avec l'arsenic.

" Personne ne s'était mis en devoir de recueillir cette matière, et de la conserver pour la soumettre à l'examen.

" L'apothicaire *Thierry*, qui fut appelé, a déclaré dans sa déposition qu'il avait trouvé toute la vaisselle qui avait servi au dîner, lavée et nettoyée ; ce qui, par conséquent, entraînait l'impossibilité de recueillir les débris de la substance suspecte, sur les assiettes et dans la soupière. Aussi n'y a-t-il aucun procès-verbal qui parle de la comparaison du prétendu arsenic trouvé dans la soupe par tous les convives, avec celui des paquets.

" L'allégation de similitude est donc un

mensonge ; et les juges n'ont pas été plus exacts quand ils ont parlé de l'arsenic trouvé dans le corps du sieur de Beaulieu.

" Il résulte du rapport des chirurgiens qu'ils retirèrent de l'estomac et des intestins de ce malheureux vieillard un sédiment *crystallisé et angulaire*, mêlé dans une liqueur rouge. Ils essayèrent, par diverses opérations, de reconnaître la qualité de cette substance ; ils en employèrent une partie sur des charbons ardents, ou sur une plaque de cuire rouge, pour en obtenir une odeur ; et quant au surplus, ils ont assuré qu'après l'avoir broyé dans un mortier de verre, ils l'avaient fait avaler à un poulet, qui en était mort au bout de soixante-douze minutes.

" Cette vérification avait consommé tout l'arsenic resté dans le corps du sieur de Beaulieu, et personne n'imaginait d'en réserver la moindre parcelle, pour faire une comparaison.

" C'est donc une infidélité manifeste d'assurer que l'arsenic des paquets a été reconnu de même nature et parfaitement semblable à celui dans le corps du sieur de Beaulieu lors de l'autopsie du cadavre.

" Mais supposons, pour un instant, que la fille Salmon eût été trouvée saisie d'arsenic, et que cet arsenic, comparé à celui qui avait causé la mort du sieur de Beaulieu, eût été reconnu parfaitement semblable ; ces deux circonstances suffiraient-elles pour opérer contre l'accusée une conviction irrésistible ? N'y avait-il rien au procès qui pût les expliquer.

" Il était prouvé que, pendant que cette malheureuse vieillait auprès du cadavre, une

personne de la maison avait eu la disposition de ses poches.

" Il était prouvé que cette même personne l'avait invitée le lendemain à s'en revêtir, sans aucun motif suffisant pour justifier cette invitation.

" Il était prouvé que le lendemain elle avait attesté contre toute vérité qu'elle sentait l'odeur d'arsenic brûlé.

" Enfin il était prouvé que son fils aîné, âgé de 21 ans, jeune homme d'ailleurs entreprenant, avait disparu aussitôt la mort violente de son aîné.

" On pouvait donc croire facilement que l'arsenic trouvé dans les poches de la servante y avait été introduit par une main étrangère.

" Mais nous ne nous appesantirons pas d'avantage sur ces considérations. Autant il était nécessaire de les indiquer, autant il serait cruel de les approfondir ; l'humanité doit avoir ses droits, même au milieu des combats les plus meurtriers."

CERISES EMPOISONNÉES.

" La sentence termine le chef des empoisonnements par une imputation bien digne des précédentes.

" Véhémentement soupçonnée d'avoir mis " de l'arsenic sur un plat de cerises qu'elle porta à la dame de Beaulieu le mardi matin, " 7 août, et qu'elle servit encore sur la table " de ses maîtres.

(A continuer.)